

Articles

- 1 Éditorial : Le pouvoir de l'argent,
par **Benoît Van Keirsbilck**
- 3 **Analyse juridique** : Everberg : on ferme ou pas ?
réponse de **Johanna Poirier**
- 5 Les sanctions alternatives pour mineurs délinquants
en Flandre, à la recherche des droits perdus,
par **Elodie Vandenbroucke**
- 15 Mineur non accompagné considéré comme majeur,
Préjudice grave et difficilement réparable?
par **Charlotte Van Zeebroeck**
- 17 Questions et analyses à l'aube de l'agrément des équipes
SOS enfants,
par **Amaury de Terwangne**

Jurisprudence

C.E. – 30 mars 2005

Conseil d'État – Recours en suspension d'extrême urgence – Recevabilité (oui) – Mineur étranger non accompagné – Évaluation de l'âge – Contestation – Examens médicaux – Méthode – Fiabilité – Décision de considérer un jeune qui déclare être mineur en tant que majeur – Motivation.

23

Cass. (2^{ème} Ch.) – 23 décembre 2003

Procédure – Matières pénales – Procédure d'information – Acte d'information relatif aux biens – Demande de levée – Appel du refus du procureur du Roi – Chambre des mises en accusation – Saisine limitée à cet appel – Pas de décision définitive – Pas de possibilité de pourvoi

25

Civ. Tongres (1^{ère} Ch.) – 11 juin 2004

Divorce – Pour cause déterminée – Adultère – Adultère homosexuel – Adultère réciproque – Nature injurieuse

25

Civ. Malines (3^{ème} Ch.) – 13 mars 2003

Filiation – Reconnaissance – Contestation – Possession d'état – Preuve que l'homme qui reconnaît l'enfant n'en est pas le père – Auteur biologique présenté à la société comme le père.

25

Mons - 12 juillet 2004 - N° 1998/JE/13

Droit familial – Hébergement principal – Droit aux relations personnelles – Mesures protectionnelles – Lien entre procédure civile et mesures protectionnelles – Le protectionnel tient le civil en l'état.

Commentaire de Christophe Bedoret

25

C. trav. Anvers – 26 janvier 2005

Aide sociale – Famille séjournant illégalement sur le territoire – Convention internationale des droits de l'enfant – Pas d'application directe – Applicable aux seuls enfants qui sont sous la juridiction de l'État – Donc pas applicable aux étrangers mineurs et à leurs enfants qui demeurent illégalement dans le royaume

Commentaire de Jacques Fierens

28

Trib. trav. Bruxelles – 21 mars 2005

Aide sociale – Famille en séjour illégal (déboutée d'une demande d'asile) – Demande de régularisation (art. 9.3 L. 15/12/80) – Aide pour les enfants – Art. 57, §2 et AR 24/06/04 – Proposition d'hébergement – Obligations du CPAS : information et assistance – Non respect de ces obligations – Octroi d'une aide sociale exclusivement pour l'enfant (près de 500 eur)

30

Trib. trav. Bruxelles – 9 décembre 2004

R.G. n°79.589/04

Aide sociale – Famille séjournant illégalement en Belgique – Demandes de régularisation en cours – Application des nouvelles règles en matière d'octroi d'une aide sociale aux enfants séjournant illégalement sur le territoire avec leurs parents – Aide en nature dans un centre fédéral d'accueil – Convention des droits de l'enfant (Art. 3) – Intérêt supérieur de l'enfant – Effet direct (non) – Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (art. 8) – Droit au respect de la vie privée et familiale – Séparation des familles – Pas de procès d'intention à FEDASIL – Absence de garanties de maintien de l'unité familiale – Ingérence dans le droit au respect de la vie privée et du domicile – Mesure prévue par la loi (non) et nécessaire dans une société démocratique – Octroi d'une aide aux enfants

33

J. P. Bruxelles (3^{ème} canton)

28 février 2005

Mineur non accompagné – Litige entre le tuteur et son pupille – Demande de cessation de la mission du tuteur – Absence de faute, négligence ou manquement

Commentaire de Jacques Fierens

40

Fiche - JDJ

- 42 Quelques questions sur le contrat de bail